Numérisation CERMTRI

1re Quinzaine de Juillet 1950. "PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS" N° 257. — 10 Francs.

LA VÉRITÉ

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE — SECTION FRANÇAISE DE LA 4e INTERNATIONALE

19, rue Daguerre, Paris (14e). — Téléphone : Suffren 62-31 — C. C. P. Mlle Picard 5660-38 Paris

LA DIVISION OUVRIÈRE REPLONGE LES SOCIALISTES DANS LA COLLABORATION MINISTÉRIELLE

L'Unité de Front des travailleurs conduira à un gouvernement ouvrier paysan

A la chute du cabinet Bidault, les courants les plus réactionnaires avaient essayé de profiter du déclenchement de la guerre de Corée pour établir un gouvernement nettement axé à droite. Mais l'intermède Queuille-Reynaud n'a pas donné plus de 48 heures, car il allait violemment en sens opposé à la tendance d'un retour des socialistes au gouvernement, que nous avons signalée depuis près de trois mois.

L'opération est maintenant effectuée. Guy Mollet l'a fait passer chez les socialistes. Pléven est là pour la faire accepter par les bourgeois. Les uns et les autres vont tenter de maintenir la combinaison en vue des élections de 1951. Les difficultés ne vont pas manquer. Les difficultés économiques grandissantes, la tension internationale, l'expédition au Vietnam (dont l'article de Duverger dans *Le Monde* a révélé aux bourgeois eux-mêmes qu'elle était irrémédiablement condamnée), les manifestations de résistance en Afrique du Nord..., autant de facteurs qui pousseront les capitalistes plus à droite et les travailleurs plus à gauche.

Le parti stalinien explique la crise gouvernementale — comme toutes les précédentes d'ailleurs — par la pression grandissante des masses et il rappelle que l'unité des travailleurs se fera « à la base » comme en 1934-1935 et imposera un « gouvernement d'union démocratique ». Cette politique correspond-elle à la situation et aux intérêts de la classe ouvrière?

Il y a incontestablement depuis quelques mois un regroupement de la classe ouvrière. Le meilleur indice en a été donné par le fait que les échecs des grèves de mars-avril n'ont entraîné aucune démoralisation dans la classe ouvrière. Il ne faut cependant pas exagérer le niveau atteint à l'heure actuelle par ce ressaisissement.

Pierre FRANK.

(Suite page 3)

Sauvons les révolutionnaires menacés de mort en Tchécoslovaquie

« Le procès et l'exécution de Zavis Kalandra ont attiré l'attention de l'opinion ouvrière internationale sur le sort que connaissent actuellement en Tchécoslovaquie les militants ouvriers qui défendent les intérêts de leur classe contre le régime d'oppression établi par le stalinisme. Le cas de Dimitrié Dimitriévitch, président du Front Populaire yougoslave en Tchécoslovaquie, sauvagement torturé à mort par les sbires staliniens, démontre d'ailleurs que cette terreur anti-ouvrière s'exerce contre des représentants de tous les courants du mouvement révolutionnaire.

« Le Secrétariat International a appris que plusieurs vieux militants trotskystes tchèques croupissent actuellement dans les prisons de ce pays. Le camarade Zdenek Flajzar, militant communiste de longue date, secrétaire des Jeunesses Communistes d'Olomuc pendant de nombreuses années, qui fut prisonnier des nazis et déporté à Buchenwald et dont la femme est morte en déportation à Auschwitz, a été arrêté en décembre 1949. Depuis lors on n'a eu aucun signe de vie de sa part. Le camarade Frantisek Roszypol, lui aussi vieux militant communiste, arrêté avec Kalandra, a été cité comme « témoin » au procès des Treize, mais on n'a jamais publié le contenu de son témoignage qui paraît ne pas avoir été trop favorable aux inquisiteurs staliniens.

« Il ne faut pas que les bourreaux staliniens tchèques puissent perpétrer sur la personne des camarades Flajzar et Roszypol, révolutionnaires sans reproches, le crime qu'ils ont perpétré contre Zavis Kalandra. Il faut que l'action entreprise en faveur de Kalandra s'élargisse en faveur de Flajzar, de Roszypol et de tous les militants ouvriers actuellement détenus dans les prisons tchèques. Il faut agir rapidement pour les arracher aux mains de leurs bourreaux! »

Le Secrétariat International.

Le prochain numéro de "La Vérité" paraîtra au plus tard le 6 octobre 1950

Nous devons annoncer pour le 6 octobre la parution du prochain numéro de « LA VERITE ».

Nos difficultés financières nous y obligent. Même pour tenir cette promesse, le concours de tous nous sera nécessaire. Mais si l'aide de chacun est suffisante, alors peut-être pourrons-nous reparaître plus tôt.

Alors, camarade, il faut que tes vacances ne te fassent pas oublier l'aide que tu dois à ton journal. D'abord ton obole personnelle, et munis-toi du matériel nécessaire pour pouvoir pendant tes vacances aider ton journal. Là où tu seras, là où tu passeras, tu peux récolter des souscriptions, de nouveaux abonnés, etc... Nous t'enverrons, sur ta demande, des vieux journaux, des listes de souscription, des carnets d'abonnements. Et tous au travail, la vie de notre journal en dépend.

La Corée aux Coréens ! Le Vietnam aux Vietnamiens ! Formose aux Chinois !

L'INTERVENTION militaire directe de l'impérialisme américain en Corée, entraînant derrière lui toutes les autres puissances impérialistes et capitalistes de l'O.N.U., a énormément élargi l'importance et les conséquences du conflit initial entre les deux Corée.

Abandonné à lui-même, le régime féodalo-capitaliste de Syngman Rhee serait déjà enterré car, sauf l'appui de la police, ce régime n'avait aucune base et était profondément détesté par les masses coréennes. Ceci fut prouvé non seulement par le résultat des élections qui eurent lieu il y a quelques mois en Corée du Sud et par l'ampleur du mouvement des partisans, mais aussi par l'étendue du désastre militaire qui a frappé dès le début des opérations ce régime décrépi.

La « plus belle armée de toute l'Asie », instruite et équipée par les Américains, et sur laquelle ceux-ci comptaient pour résister à la Corée du Nord, et pour la reconquérir le cas échéant, s'est avérée, à la grande amertume de Washington, une armée sans valeur dont les soldats préféraient se rendre ou s'enfuir sans tirer un coup de fusil.

Sans intervention américaine, la « Corée du Sud » disparaissait en quelques jours et, avec elle, une des dernières bases de l'impérialisme en Extrême-Orient. Washington risquait alors de vîir se précipiter la lutte anti-impérialiste des masses sur tous les autres points névralgiques de cette partie du monde, aux Philippines, en Malaisie et au Vietnam en particulier.

La riposte de Washington fut déterminée par le besoin — que la bourgeoisie internationale tout entière a senti — de réagir sur le domaine colonial qui risquait de lui échapper complètement, et de démontrer à Moscou qu'un compromis n'était possible que sur la base d'un partage du monde respectant le statu quo, et n'étendant nullement davantage la zone d'influence russe. D'où l'extension de l'intervention américaine à Formose et au Vietnam, ce qui constitue en réalité un plan de contre-offensive impérialiste sur tout le front de l'Extrême-Orient, plan qui mûrissait depuis déjà un certain temps dans les cerveaux des diplomates et des stratèges du Pentagone.

Cette nouvelle épreuve de force entre les deux blocs, à laquelle nous assistons depuis le déclenchement de l'affaire de Corée, est incontestablement la plus chaude de celles que nous avons connues depuis que dure la « guerre froide », et la plus lourde de conséquences. Car, malgré les précautions prises de part et d'autre pour que l'épreuve reste localisée et ne dégénère pas en conflit général, elle crée par ses implications un imbroglio dangereux qui peut provoquer un enlisement prolongé des Etats-Unis dans l'engrenage de la préparation à la guerre.

On imagine difficilement que Washington accepte une défaite pure et simple en Corée. Il cherchera à obtenir une victoire qui lui coûtera un effort considérable, entraînant un développement général non moins considérable de toute la machine de guerre, économique, politique et militaire des Etats-Unis. Car l'épreuve de Corée a démontré non seulement le caractère explosif de la situation internationale actuelle, mais en même temps les faiblesses encore très importantes du camp impérialiste, y compris sur le plan purement militaire, qui lui interdisent à l'étape actuelle qui règne sur les intentions de Moscou et du caractère de sa politique en Corée. Jusqu'à maintenant, Moscou semble avoir désiré une épreuve de force militaire avec l'impérialisme américain en Corée, ne cherchant aucune intervention diplomatique dans l'affaire et faisant semblant de croire (par la presse soviétique et la presse des différents partis staliniens) à la défaite prochaine totale des Américains en Corée.

D'autre part, on ignore quelle sera la réaction précise (et pas seulement diplomatique) de la Chine devant la prise de Formose sous la protection de la 7e escadre de la flotte américaine.

Le prolétariat révolutionnaire international de se lancer dans une guerre générale.

L'autre danger provient de l'incertitude est devant une situation à la fois difficile et dangereuse, car il s'agit d'adopter une ligne de classe correcte face à des événements dans lesquels se mêlent trois forces: la lutte progressive des masses coloniales, l'impérialisme et la bureaucratie soviétique réactionnaire.

En Corée, pays colonial qui combat contre l'impérialisme, nous sommes pour la défaite de celui-ci, pour l'indépendance et l'unification de la Corée, pour la libre disposition du peuple coréen. Nous sommes pour que Formose, île chinoise, revienne à la Chine; et qu'au Vietnam cesse toute intervention impérialiste.

Nous reconnaissons le droit aux masses coloniales de résister les armes à la main à l'esclavage impérialiste, de combattre et de rejeter de leur territoire les troupes de l'impérialisme. Une telle guerre est notre guerre, et en cela nous n'avons rien de commun avec des feuilles à la Franc-Tireur qui ignorent les masses coréennes luttant pour leur libération, et ne veulent voir dans le conflit coréen que l'antagonisme U.R.S.S.-U.S.A., Franc-Tireur *optant naturellement pour les U.S.A.*

Mais nous nous garderons en même temps de fermer les yeux devant le caractère réactionnaire et aventuriste de la politique de la bureaucratie soviétique qui peut procéder à l'égard des masses coréennes — et pour les besoins exclusifs de sa politique internationale — à la même politique qu'elle a pratiquée à l'égard des masses grecques: les pousser à la lutte jusqu'à l'extermination, sans les aider effectivement et sans chercher à temps, par les moyens dont elle dispose sur le terrain diplomatique, une autre solution qui puisse s'avérer après un certain temps possible, et plus conforme aux intérêts du mouvement ouvrier international.

Sur un plan plus général, la guerre chaude de Corée et ses développements démontrent combien il est dérisoire de vouloir arrêter la marche de l'impérialisme à la guerre par des mobilisations pacifistes, telles que la campagne pour la signature de l'appel de Stockholm. Les événements viennent de donner un coup terrible aux instigateurs de cette campagne qui ne se maintient que par la vitesse acquise du commandement bureaucratique. En quoi les quelques dizaines de millions de signatures déjà collectées — y compris celles de MM. Petsche et Edgar Faure — ont-elles pu empêcher l'intervention impérialiste, en Corée?

La véritable lutte contre la guerre est organiquement liée à la lutte quotidienne contre le régime capitaliste et contre la direction bureaucratique du mouvement ouvrier, pour la révolution socialiste mondiale.

Michel PABLO.

Que s'est-il passé en Tunisie ?

Il y a une quinzaine de jours, des journaux anglais annoncèrent des incidents graves en Tunisie. Une note officielle française déclara qu'il y avait seulement eu une manifestation d'étudiants à l'occasion de la venue du Bey à Tunis et que cette manifestation avait été dispersée sans incidents sérieux.

Mais, le 5 juillet, El Abel Bouhafa, représentant personnel d'Abd-el-Krim à Lake Success, a déposé une note aux Nations Unies déclarant que les troupes françaises avaient tiré, tuant près de 120 Tunisiens au cours de la manifestation mentionnées ci-dessus. La presse française a fait le silence sur cette démarche qui a été signalée par l'agence UNITED PRESS.

Nous n'avons pas encore reçu de nouvelles de nos correspondants de Tunisie à ce sujet. Il nous paraît difficile que des événements aussi graves puissent avoir été dissimulés, étant donné l'ampleur des relations entre la France et l'Afrique du Nord. Mais le silence est inadmissible. Il faut exiger une réponse à la question: Que s'est-il passé en Tunisie?

En marge de la guerre de Corée

STALINE PRÉPARE-T-IL l'agression contre la Yougoslavie ?

LES travailleurs conscients sont sans réserve aux côtés du peuple coréen luttant pour l'unité et l'indépendance de son pays. Cette guerre, soutenue par les masses du Nord comme au Sud du 38e parallèle, est une guerre progressive et anti-impérialiste. Seul le moment de cette lutte était imprévisible. Mais son déclenchement, après l'effondrement de Tchang-Kaï-Chek, était inévitable.

Staline soutient-il la Corée du Nord? Il la soutient pour le moment, quitte à l'abandonner à son propre sort — comme il le fit naguère pour les partisans grecs — au cas où les troupes américaines arriveraient à se maintenir et à contre-attaquer.

Quelles raisons ont poussé la bureaucratie du Kremlin à s'engager dans ce conflit?

On peut y voir d'abord un nouvel épisode de la « guerre froide »; Staline remet en cause le compromis passé avec l'impérialisme lors de l'effondrement du Japon, compromis qui comportait la monstrueuse division de la Corée. Il cherche un nouveau compromis, régional ou mondial, délimitant plus nettement les « zones d'influence » en Asie.

Mais on s'exposerait à ne comprendre qu'un aspect de la question si l'on séparait cet épisode de la crise qui secoue l'ensemble des partis communistes soumis à Staline. Pour Staline, la Corée a beaucoup moins d'importance que le maintien de sa tutelle sur le parti communiste de Chine, du Vietnam, de France, d'Italie et surtout que sa domination sur les pays du glacis.

Staline s'efforce, en Corée, de redorer son blason politique, d'y apparaître comme le champion de l'indépendance des petites nations, comme le défenseur d'une guerre juste et progressive.

On comprend l'intérêt de cette opération politique auprès des masses populaires de Chine et de l'Europe occidentale et spécialement auprès des militants communistes qui s'inquiètent de l'attitude du Kremlin contre l'Etat ouvrier yougoslave.

Mais on est en droit de se demander si, dans les plans de la bureaucratie de Moscou, l'affaire coréenne n'est pas le prélude à une agression contre la Yougoslavie. La destruction de l'Etat ouvrier yougoslave est, depuis 1948, l'objectif qui obsède Staline, car l'exemple de démocratie et d'indépendance de la Yougoslavie est un germe de mort pour sa dictature totalitaire. La calomnie, les tentatives de complot, le blocus ont échoué: la R.F.P.Y. n'a été ni détruite, ni déroutée de sa ligne révolutionnaire et la crise du stalinisme n'a cessé de s'accélérer.

L'intervention militaire reste la dernière solution, la solution nécessaire pour les bureaucrates du Kremlin.

Or cette agression n'est pas sans risquer de transformer la crise des P.C. en éclatement. Car en Yougoslavie, les troupes de Staline (ou de ses satellites) auraient le même rôle peu reluisant et les mêmes difficultés que les troupes de Truman en Corée. De plus, la Yougoslavie est membre du Conseil de Sécurité et l'agression contre elle aurait un dangereux écho.

L'affaire de Corée peut donc être utile à Staline de plusieurs points de vue:

1° en démontrant que l'intervention de l'O.N.U. est nécessairement une intervention impérialiste américaine;

2° en paralysant l'O.N.U., organisme de conciliation entre l'U.R.S.S. et les U.S.A. en cas d'attaque contre la Yougoslavie;

3° en préparant l'amagalme entre le gouvernement de Tito et le régime fantoche de Syngman Rhee;

4° comme monnaie d'échange entre Staline et Truman: le premier disant au second: Je vous laisse les mains libres en Corée, vous me laissez terminer mon mauvais coup en Yougoslavie.

⁂

Lorsque l'on apprend que le gouvernement kominformiste de Hongrie effectue depuis quelques jours des transferts massifs de la population frontalière face à la Yougoslavie; lorsque l'on sait qu'il se livre à des persécutions systématiques contre la minorité yougoslave; lorsque les domestiques de Staline au gouvernement bulgare organisent la terreur bureaucratique et policière contre les Macédoniens des Pirin; lorsque les valets roumains de Staline instaurent la terreur policière dans la région frontière, imposant le couvre-feu à 5 heures du soir, et que des mouvements de troupes accompagnent ces mesures; lorsque l'on tient compte de tout cela, on est amené à se demander si Staline et son discret Vichinsky ne préparent pas une odieuse agression contre les prolétaires et paysans yougoslaves en se cachant derrière l'écran de la guerre progressive de Corée.

⁂

Ce danger n'a pas échappé aux dirigeants yougoslaves. Leurs réactions diplomatiques s'en sont ressenti: ils ont voté contre la résolution américaine, y opposant la demande d'envoi d'une Commission d'enquête. Diplomatiquement, cette attitude de l'ETAT yougoslave est correcte. Mais si elle ne se double pas d'une dénonciation énergique par le PARTI de l'intervention impérialiste des U.S.A. en Corée, elle risquerait de créer une équivoque.

FAVRE BLEIBTREU.

(Suite page 4)

Un pas en avant dans la révolution socialiste

La gestion ouvrière instituée en Yougoslavie

Le deuxième anniversaire de la rupture entre le Kominform et le P. C. Yougoslave a été marqué par un événement historique pour le mouvement ouvrier en marche vers le socialisme. L'Assemblée Nationale a voté une loi instituant la gestion ouvrière des entreprises. C'est une des mesures les plus importantes dans la lutte contre le danger bureaucratique. C'est aussi une étape dans le « dépérissement » de l'Etat dont avaient parlé les fondateurs du socialisme scientifique, Marx et Engels. Nous reproduisons le compte rendu du discours prononcé par Tito en cette occasion, tel qu'il a été fourni par l'Agence TANJUG. Dans ce discours sont soulevés des problèmes théoriques les plus importants sur les rapports de l'Etat ouvrier et du parti révolutionnaire entre eux et avec les masses. Sur ces problèmes, Staline et les siens ont introduit les idées les plus fausses et les plus dangereuses. Dans son discours, Tito condamne ce révisionnisme qui couvre un système bureaucratique totalitaire étouffant l'initiative des masses dans la construction de la société socialiste.

Le discours de Tito à l'assemblée nationale

Tito a présenté un rapport à l'Assemblée nationale yougoslave où il a donné la signification du projet de loi sur l'administration des entreprises économiques d'Etat et des Association économiques supérieures par les collectifs d'ouvriers. Il a déclaré que l'adoption de cette loi serait l'acte historique le plus important de l'Assemblée nationale depuis l'adoption de la loi sur la nationalisation des moyens de production. Il a dit que le passage des moyens de production dans les mains de l'Etat n'a pas encore réa-

(Suite page 3)

Numérisation CERMTRI

La 1re Brigade est partie pour la Yougoslavie

« Pas un jeune Français ne partira en Yougoslavie! » C'est sur ce thème que depuis plus de 3 mois, le Parti Communiste Français mène une propagande intense, se servant à la fois des calomnies les plus honteuses et de violences physiques contre les jeunes qui veulent chercher la vérité par eux-mêmes au lieu de les croire sur parole.

Pas un jeune ne partira? Eh bien ils ont déjà commencé à partir. Le 30 juin, à 22 heures, à la gare de Lyon, 80 jeunes formant la première brigade française se rendaient en Yougoslavie. Ils avaient choisi le nom de Jean Jaurès et pour devise cette phrase de Jean Jaurès: « Le courage c'est de chercher la vérité et de la dire. » 300 de leurs camarades les accompagnaient à la gare.

Pendant plus d'une heure, les chants révolutionnaires remplirent le quai de la gare et le train s'ébranla au son d'une vibrante « Internationale » au milieu d'une forêt de poings levés. Ceux qui prétendaient les empêcher de partir brillaient par leur absence. Par contre, les habitués des wagons-lits ne trouvaient pas de leur goût cette manifestation. L'un d'eux a même tendu un poing menaçant, celui-là, en disant: « Nous saurons le défendre, notre argent, contre les communistes! »

Le 13 juillet s'ébranlera un nouveau convoi avec plus de 200 jeunes qui, eux aussi, veulent savoir la vérité sur la Yougoslavie. Et ainsi, successivement, jusqu'à la fin du mois d'août, plus de 2.000 jeunes iront en Yougoslavie. Ils pourront crier à leur retour leur admiration pour le vaillant peuple yougoslave qui lutte pour le socialisme en résistant victorieusement aux attaques des kominformistes et aux pressions de l'impérialisme américain.

DANS LE RHONE

Toute la presse stalinienne et para-stalinienne donne à plein. Avec noms, adresses, et toutes sortes d'observations, le tout rédigé dans un style de rapport de police. Mais injures et provocations échouent devant la volonté des jeunes de chercher par eux-mêmes la vérité.

« LA BRIGADE »

Le n° 3 de « La Brigade » est paru. Un excellent numéro où tous les articles sont à signaler. Confiance à la jeunesse, proclame l'éditorial. Il y a le compte rendu du meeting des Sociétés Savantes et de toutes les manifestations de solidarité. On y trouve un petit portrait de Roger Maria, le secrétaire du Comité stalinien de défense des prétendus démocrates qui seraient emprisonnés en Yougoslavie, ce personnage est tout ce qu'il y a de nauséabond et les staliniens ne pouvaient trouver mieux pour faire la besogne qui lui a été confiée.

Enfin, on y lira une « Lettre ouverte à l'Union de la Jeunesse Républicaine de France ».

FINISTERE

D'un tract de la brigade du Finistère, nous extrayons:

... C'est avec une surprise indignée que nous venons de lire dans le quotidien stalinien *Ouest-Matin* du vendredi 23 juin 1950 la réclame suivante pour les voyages de la F.F.T.P. (page 2, colonne 8, édition du Finistère):

« Fédération Française du Tourisme populaire, la F.F.T.P. vous invite: séjours en France et à l'étranger. Espagne, l'Espagne vive et farouche dans sa tradition conservée: Madrid, Tolède, Cadix, Séville, du 7 au 19 août, prix: 18.000 fr. Pour tous renseignements, adressez-vous à la maison du Syndicat C.G.T., Porte Pautras, Brest. »

... Appréciez cela, « dans sa tradition conservée ». Avec Franco, on sait de quelle tradition il s'agit: les fusillades d'ouvriers, le règne des jésuites, la sainte Inquisition, le luxe pour les nobles et la détresse noire pour les prolétaires.

Ainsi un militant du P.C.F. n'a pas le droit d'aller voir la République populaire de Yougoslavie sans risquer d'être exclu de son parti... mais *Ouest-Matin* l'invite à séjourner chez Franco...

LES JEUNES TRAVAILLEURS DU FINISTERE NE REPONDRONT PAS A L'INVITATION SCANDALEUSE DU JOURNAL « OUEST-MATIN ».

Ils se joindront à la brigade du Finistère qui, avec plus de 2.000 jeunes travailleurs de France et des centaines de jeunes de tous les pays, part cet été dans la République populaire de Yougoslavie.

A BAS L'ASSASSIN FRANCO!

VIVENT LES BRIGADES DE JEUNESSE EN YOUGOSLAVIE!

La grève générale gestionnaire (1)

Si la grève gestionnaire n'est pas une méthode efficace de lutte partielle, est-elle la forme que doit prendre la grève générale?

Les anarchistes ont appuyé leur théorie de la grève gestionnaire sur une constatation juste, mieux formulée par le « Programme de Transition » de la IVe Internationale (septembre 1938); c'est qu'à notre époque, « les vieilles revendications partielles « minimum » des masses se heurtent aux tendances destructives et dégradantes du capitalisme décadent » et « que chaque revendication sérieuse du prolétariat et même chaque revendication progressive de la petite bourgeoisie conduisent inévitablement au delà des limites de la propriété capitaliste et de l'Etat bourgeois ».

L'histoire des luttes ouvrières depuis 1945 a vérifié cette vérité et si les vieilles directions réformiste et stalinienne n'étaient pas parvenues à limiter, morceler et canaliser les combats ouvriers, la bourgeoisie n'aurait pu ni renforcer ni même maintenir son pouvoir.

Demain, de nouvelles luttes ébranleront à nouveau le pouvoir et l'exploitation capitaliste. De plus en plus les travailleurs sont conscients que c'est seulement par des combats d'ensemble que leur sort peut être radicalement transformé. La question se pose donc de savoir si la lutte générale du prolétariat doit prendre la forme de la grève gestionnaire.

La grève générale gestionnaire est-elle possible?

C'est par une série de suppositions gratuites que les anarchistes font la démonstration de la possibilité de la grève générale gestionnaire. Ils supposent d'abord la réalisation d'une grève gestionnaire partielle dans un secteur bien choisi (et nous avons vu dans un premier article qu'une telle grève est utopique à l'échelle de toute corporation ou entreprise décisive). Cette grève gestionnaire partielle posée, il ne reste plus qu'à déduire que « par essence même, toute grève gestionnaire aura tendance à se généraliser » (*Lib.* n°) et le système est complet. Dans tout ce qui a été écrit et dit par les anarchistes, il n'y a pas la tentative de prouver que la classe ouvrière s'engagera dans la grève gestionnaire en raison de son expérience des luttes passées et des possibilités de la situation actuelle. Il n'y a rien d'autre dans leur presse et dans leurs discours que la description d'un système bâti de toutes pièces dans leurs têtes, la promesse de son apparition et de son évolution automatique et l'appel mi-aigre, mi-inspiré à venir s'instruire à leur école. C'est le type même de l'utopie.

« Par essence », pensent les anarchistes, et l'économie formant un tout, l'expropriation d'une entreprise mènera à l'expropriation totale de la propriété privée des forces de production et de distribution. Ils oublient que « par essence » et par instinct de conservation, la bourgeoisie ne se laisse jamais étrangler paisiblement et que son expérience étant grande, elle n'attend même jamais d'avoir la corde au cou pour réagir. L'expérience espagnole ne semble pas avoir appris aux théoriciens anarchistes que l'expropriation de la bourgeoisie n'est pas une simple affaire économique, mais qu'elle exige la destruction préalable de l'Etat bourgeois. Ils oublient que la bourgeoisie prend les devants quand son pouvoir est menacé, et que le prolétariat se trouve jeté alors devant ce problème politique: la guerre civile. C'est donc créer et entretenir une illusion dangereuse que de bavarder sur la prise en charge automatique par les travailleurs de l'économie bourgeoise. *Où mène la théorie de la grève gestionnaire?*

Dès que les ouvriers veulent en finir avec l'exploitation capitaliste, se pose devant eux la nécessité de l'édification des organes de leur propre pouvoir qui doivent tout d'abord résister à la réaction armée des capitalistes. La tâche des travailleurs n'est donc pas alors de gérer calmement un édifice économique intact, mais de mener leur combat et de réorganiser l'économie pour ce combat. Rien de cela n'est possible sans pouvoir ouvrier. L'ignorer, c'est aller à la défaite comme en Espagne, car le pouvoir qui n'est pas pris par les ouvriers reste entre les mains de la bourgeoisie. Ne pas préparer les travailleurs à ces tâches, c'est pour l'avant-garde ne pas remplir son rôle, c'est préparer le désarroi devant la guerre civile inévitable et c'est abdiquer la défense des intérêts ouvriers entre les mains de leurs pires ennemis comme le firent en Espagne les dirigeants de la C.N.T. et de la F.A.I. Faire du mythe de l'expropriation pacifique le but du mouvement ouvrier, c'est vouloir renouveler la défaite espagnole dans la prochaine situation révolutionnaire. Mais en faire la panacée, propre à régler les problèmes actuels, c'est ignorer la situation réelle de la classe ouvrière, c'est ne donner aucune réponse à ceux qui demandent comment lutter aujourd'hui pour retourner le rapport des forces en notre faveur et créer toutes les conditions de l'expropriation de la bourgeoisie.

La grève généralé gestionnaire conçue par les anarchistes n'est pas réalisable, mais leur propagande sur ce thème ne peut que désarmer les travailleurs devant leurs plus grandes tâches, les laisser sans préparation à l'heure décisive, enfermés dans le cadre étroit de leur entreprise en laissant leurs ennemis préparer politiquement la revanche de l'étape ultérieure.

Au contraire, ce que les anarchistes appellent la grève générale « classique », c'est la levée de tous les travailleurs pour mener leur combat. C'est parce que la grève générale « tout court » pose et permet de résoudre tous les problèmes qui intéressent les travailleurs que les bureaucraties ouvrières s'y opposent farouchement. La voie révolutionnaire, ce n'est pas la prophétie de l'expropriation pacifique, c'est la préparation de la grève générale par la réalisation du Front Unique.

M. Delobel.

(1) Voir *Vérité* n° 255.

"La critique et l'autocritique" des communistes de chez Renault

Seuls les « cerveaux torturés » des trotskystes avaient pu découvrir une crise du P.C.F., déclara Thorez dans son discours de clôture du Congrès de Gennevilliers. Ce Congrès mit l'accent, d'une part, sur les cellules d'entreprise qu'il fallait renforcer et, d'autre part, sur deux campagnes, la signature de l'appel de Stockholm et la souscription pour la « presse démocratique ». Depuis Gennevilliers, deux sessions du C.C. ont confirmé ces objectifs.

Et quels sont les résultats obtenus?

A trois jours d'intervalle, dans la « tribune de discussion » de l'Humanité où l'activité des membres du P.C.F. est soumise à « la critique et l'autocritique », les communistes de chez Renault sont mis en cause.

Le 29 juin, Armanet, secrétaire de la section Renault et membre du C.C., s'en prend aux membres de la cellule Péri (département 52) qui, après avoir réuni les signatures de 44 % de leur département, ont décidé que la campagne était terminée en ce qui concerne leur atelier.

Le 1er juillet, Souquière, secrétaire de la Fédération de la Seine, s'en prend à la section tout entière en ces termes: « Que pensent les 38.000 travailleurs de chez Renault des difficultés de la presse démocratique? Les a-t-on portées à leur connaissance? Il ne le semble pas, puisque la section Renault n'a encore versé que 3.654 francs! »

Il n'y a pas de crise, dit Thorez, mais les deux principales campagnes du P.C.F. ne paraissent pas couronnées de succès dans la plus importante entreprise de France. Les résultats signalés par Souquière et Armanet témoignent que les ouvriers communistes de chez Renault ne peuvent appliquer la politique que la direction bureaucratique leur impose. Qu'ils ne se laissent pas intimider par les « critiques » des bureaucrates. Qu'ils élaborent eux-mêmes une politique au profit des travailleurs. Les bureaucrates en souffriront encore davantage, mais les travailleurs en profiteront.

Ouvrages sur la Yougoslavie

Tito: Rapport au Ve Congrès du P.C.Y.	Fr. 70
— Sur le nationalisme et l'internationalisme.	30
— Discours au IIIe Congrès du Front Populaire.	40
Kardelj: La politique extérieure de la Yougoslavie.	30
— De la démocratie populaire en Yougoslavie.	60
Djilas: Le travail d'agitation et de propagande.	50
— Lénine et les rapports entre Etats socialistes.	60
Pijade: Les questions litigieuses.	25
Kidritch: L'édification de l'économie socialiste en Yougoslavie.	50
B. Ziherl: Le communisme et la patrie.	30
Bebler: Ce qu'on fait au nom de l'O.N.U. en Grèce.	20
K. Popovitch: Révision du marxisme-léninisme (au sujet de la guerre en Yougoslavie).	30
M. Popovitch: Les rapports économiques entre pays socialistes.	50
Voukmanovitch: Le parti communiste de Grèce.	25
— Ce que révèle le procès Rajk	20

Encore un mot sur le meeting des Sociétés Savantes

Il est impossible de faire comprendre aux ouvriers français que, pour savoir la vérité sur la Yougoslavie, il faut surtout ne pas y aller voir et qu'il est plus simple de croire sur parole les dirigeants éclairés. Ce manque de foi nuit beaucoup au P.C.F. Mais la Fédération anarchiste se méfie aussi de la naïveté des jeunes travailleurs. Après avoir admis du bout des lèvres qu'on pouvait à la rigueur aller voir, mais que tout serait truqué et que mieux valait se référer aux « principes » qu'aux yeux, *Le Libertaire* a publié sur le meeting des Brigades du 9 juin un petit article venimeux qui reprend curieusement les calomnies de *l'Humanité* (les brigadistes sont des titistes qui seraient tous d'ailleurs membres du P.C.I., plus un « Ami de la Nature », etc...). Le jeune anarchiste qui explique pourquoi il participait aux brigades de jeunes se métamorphose en contradicteur sous la plume critique ru *Libertaire*. S'agit-il d'un de ces jeunes « inexpérimentés » responsables des « quelques accrocs » et des « quelques incidents » qui émaillèrent le Congrès de la F.A.? (*Libertaire* n° 231).

Il est difficile de recruter des militants, grâce à une démagogie anti-centraliste et de vouloir leur imposer le pire bureaucratisme. Les dirigeants libertaires ont raison de craindre que leurs jeunes militants aillent en Yougoslavie.

M. D.

Les «Amis de La Vérité»

Groupe parisien. — La dernière réunion du groupe avant les vacances a eu lieu le 7 juillet. Les discussions sur le journal et sur la Yougoslavie ont donné lieu à de très intéressants débats. Les camarades présents, nombreux malgré la date et d'autres réunions le même soir, ont pris l'engagement de mettre leurs vacances à profit pour œuvrer à l'accroissement du rayonnement tant de notre journal que de notre organisation.

Province. — Le groupe de Couëron (Loire-Inférieure) compte actuellement 6 adhérents tous ouvriers. Dès le retour des vacances, il se mettra sérieusement au travail et compte enregistrer de nouvelles adhésions.

Bulletin. — Le premier numéro du Bulletin est paru. Il ne sera envoyé qu'aux camarades munis de leur carte 1950 et à jour de leurs cotisations.

Souscriptions

Jeannine R., Paris: 500 fr.; O. B., Paris: 1.000 fr.; X..., Paris: 100 fr.; un étudiant vietnamien: 100 fr.; Liste n° 0.200: 600 fr.; Saint-Denis: 600 fr.; Raymond Bussières: 2.000 fr.; Liste Puy-de-Dôme: 680 fr.; Jo Renault: 2.000 fr.; Mougard: 500 fr.; Rocker: 3.000 fr.; Roux: 5.000 fr.; Michaud: 100 fr.; Amis de La Vérité province: 1.000 fr.; Amis de La Vérité groupe parisien: 2.000 fr.

Total.	18.980 fr.
Total précédent (pour 1950)	147.840 fr.
Total à ce jour.	166.820 fr.

PERMANENCES DU PARTI

PARIS

La permanence se tient le jeudi de 17 h. à 19 h. et le samedi de 16 h. à 19 h., 19, rue Daguerre, Paris (14e) (au fond de la cour). Tél.: Suf. 62-31.

CLERMONT-FERRAND

Adresser correspondance à Gérard Bloch, 72, boulevard Gambetta, à Chamalières (Puy-de-Dôme).

BREST

Jean Leostic, Isaï, 12, Petit-Paris.

QUIMPER

Ecrire à Yvonne Cariou, 30, rue Jules-Noël, Quimper.

NANTES

La Vérité est vendue le dimanche matin au marché du Bouffay.

HELLEMMES

Victor, 33, rue Derdin, tous les jours de 19 heures à 20 h. 30.

SAINT-ETIENNE, tous les dimanches matin, de 10 heures à midi, Café Chastre, 39, rue Ferdinand, près de Châteaucreux.

MONTPELLIER

S'adresser ou écrire à Poupiard, 14, rue du Four-Saint-Eloy, Montpellier.

TARASCON-BEAUCAIRE

3, rue du Docteur-Barleria (Tarascon).

LYON

Café du Dauphiné, tous les samedi, de 16 heures à 18 heures, 3, cours Gambetta.

Sois un correspondant de « LA VERITE »

La « neutralité » de M. Gilles MARTINET

L'EXCLUSION des membres du P.S.U. qui s'étaient rendus en Yougoslavie a montré que cette organisation était désormais complètement au service des staliniens. Les exclus ont, dans leur déclaration (1), indiqué que l'équipe Martinet-Bloncourt avait capitulé devant la fraction stalinienne Fourrier-Hermann. L'attitude de M. Gilles Martinet nécessite quelques commentaires. Il se prétend marxiste et dispose, pour développer ses conceptions marxistes, de deux voies: il est secrétaire du P.S.U. qui se présente comme une formation ouvrière et il est rédacteur en chef de l'*Observateur* dont la clientèle consiste plus particulièrement dans les petits bourgeois progressistes. Dans le P.S.U., Martinet a fait adopter un programme (2) qu'il ne soutient pas dans les colonnes de l'*Observateur*, et dans cet hebdomadaire, il défend une politique dite de « neutralité » sur laquelle il est silencieux dans son parti. C'est plus digne d'un disciple de Fregoli que de Marx. Mais il y a tout de même une certaine unité dans l'attitude de Martinet. Voyons un peu les conceptions qu'il développe dans l'*Observateur*, tout particulièrement dans deux articles, l'un intitulé « Les deux camps, la « neutralité » et la révolution socialiste » (8 juin) et l'autre « le R.P.F., la neutralité et le « titisme » (22 juin).

Dans son article du 22 juin, M. Martinet nous apprend incidemment qu'il est de ceux qui « *tout en se refusant de reprendre contre les Yougoslaves certaines des attaques que lancent contre elle le parti communiste, n'en considèrent pas moins que les problèmes de l'indépendance nationale ne sauraient être posés dans les termes erronés que leur ont fixés Djilas ou Popovic* ». Peut-être un jour connaîtrons-nous les attaques des staliniens que M. Martinet reprend et celles qu'il ne reprend pas à son compte, mais dès maintenant nous savons que ses divergences avec les staliniens lui permettent de renvoyer des militants qui ont été en Yougoslavie devant une Commission de contrôle qui se trouve aux mains des staliniens. M. Martinet en cette affaire n'est en tout cas pas « neutre ».

Ceci dit, venons-en à ses idées sur la « neutralité ». En bon marxiste, il ne voit de solution que dans le socialisme, mais « *les grandes vues historiques et les perspectives d'avenir si justes soient-elles ne suffisent généralement pas à résoudre les problèmes concrets* ». Tout à fait d'accord sur ce point. Alors que faire dans la situation de « guerre froide »? « *Si le conflit devait éclater à plus ou moins bref délai, les communistes et leurs alliés sont amenés à « durcir » leur attitude et à rejeter des compromis qui ne pourraient qu'engendrer le trouble et la confusion dans leurs propres rangs. Mais si la guerre froide devait se prolonger pendant de longs mois et même plusieurs années, alors il semble difficile que, tôt ou tard, à un moment ou à un autre, cette attitude ne se modifie pas d'une manière plus ou moins radicale.* » D'une façon très enveloppée, M. Martinet nous confie là qu'il ne partage pas la thèse de la guerre mondiale suspendue à un fil, thèse qui est à la base de la propagande actuelle des staliniens. Martinet poursuit son exposé: en 1934, devant le danger de guerre montant, les communistes ont adopté la politique du Front populaire, mais aujourd'hui c'est impossible, puisque les impérialistes ne sont pas divisés en deux blocs comme à cette époque; il n'y a donc pour eux qu'une solution: établir un camp de pays capitalistes « neutres ». Ce sera un objectif réalisable et souhaitable, pourvu que le « neutralisme » soit compris de manière à réserver la possibilité d'une évolution vers le socialisme... à la Staline.

La comparaison avec le Front populaire soulève immédiatement la question: cette politique a-t-elle réservé la possibilité d'une marche au socialisme ou n'a-t-elle pas plutôt servi à l'étranglement des mouvements ouvriers de France et d'Espagne? Pas de réponse. Mais peut-être en sera-t-il autrement de la « neutralité » de M. Martinet? Si nous voyons comment cette politique peut se réaliser, nous pourrons répondre sans difficulté à cette question. « *En France, toute solution d'inspiration « neutraliste » représenterait pratiquement la conclusion d'un compromis entre des forces... qui, en fait, appartiennent non à des « blocs », mais à des « camps » sociaux différents.* »

Dans cette phrase, M. Martinet, en employant le mot *camp* entre guillemets, se souvient une seule fois dans ses articles qu'il y a des *classes* sociales différentes. Au sein de ces classes, il y a des « forces » et le « marxiste » Martinet dissocie l'activité de ces forces des « camps » sociaux dont elles relèvent. Nous avons fait tout le chemin pour nous apercevoir que, sous prétexte de passer des grandes vues historiques à la politique quotidienne, Martinet abandonne la thèse marxiste de la lutte de classe, force motrice de l'histoire, pour reprendre la vieille thèse réformiste bien éculée de la collaboration des organisations de la classe ouvrière avec une fraction de la bourgeoisie... pour sauver soit la démocratie, soit la paix, tout en préservant, par quelques clauses de style, « l'avenir socialiste ». On ne peut avoir le moindre doute des résultats d'une politique de collaboration de classe. Elle ne sauvera pas la paix. Tel ou tel Etat « neutre », plus exactement la bourgeoisie de tel ou tel Etat « neutre » pourrait temporairement obtenir quelques avantages de la part des grandes puissances — et encore c'est assez douteux dans les conditions du monde actuel (3) — mais en fin de compte le choix entre Washington ou Moscou se poserait inéluctablement.

Et M. Martinet le sait fort bien; il a choisi, il n'est pas « neutre », car il pense que le stalinisme est une des « formes nouvelles » que le socialisme est susceptible de revêtir. Il se place complètement dans le sillage stalinien, acceptant les conceptions révisionnistes au moyen desquelles la bureaucratie du Kremlin s'efforce de justifier « théoriquement » sa direction du mouvement ouvrier. Il accepte de considérer la *classe* ouvrière comme une entité sans force propre. La politique « révolutionnaire » de M. Martinet comme celle des staliniens, c'est la manipulation du prolétariat, tantôt d'une façon dure, tantôt d'une façon souple, suivant les nécessités diplomatiques du Kremlin. Dans la question du « neutralisme ». M. Gilles Martinet, qui voit dans sa conception de la « neutralité » un terrain solide, se moque de tentatives de type « troisième force » « *agrémentés ou non de quelques ornements empruntés à l'arsenal idéologique de la IVe Internationale* » qui pourraient être basées sur la Yougoslavie. En fait, la réédition d'une tentative « troisième force », c'est la position « neutraliste » dont M. Martinet se fait le défenseur, avec ceci de particulier qu'il cherche à y servir Staline, tandis que par exemple Rousset avait monté le R.D.R. pour faire passer des gens dans le camp de l'impérialisme américain. Dans les milieux socialistes, Martinet agit en faveur du stalinisme, de la même façon que Pierre Cot opère en « tentateur » du côté des milieux bourgeois.

Ce qu'il dédaigne, les « ornements idéologiques », c'est une politique de classe. Ce que M. Martinet condamne chez les trotskystes et chez les Yougoslaves, c'est qu'ils combattent dans le camp ouvrier comme une direction indépendante du Kremlin et pour les seuls intérêts des travailleurs. Ce n'est peut-être pas une politique « réaliste » pour M. Martinet, c'est certainement une politique très difficile à poursuivre, que l'on soit encore une petite organisation ou que l'on ait le pouvoir dans un petit pays dans le monde actuel, mais c'est la seule façon d'amener l'humanité au socialisme, la seule solution de paix.

Qu'ajouter pour conclure? Un martinet étant un fouet à plusieurs lanières, notre héros a cru qu'il pouvait dans un seul et même article pourfendre le R.P.F., les titistes, les trotskystes, sans parler de C. Bourdet. Mais un Martinet, ça peut être aussi un petit volatile. Sur le champ de bataille où s'opposent les classes, on peut entendre piailler des oiseaux d'aussi médiocre envergure qui se prennent pour des aigles. Mais ils ne peuvent tromper qu'eux-mêmes.

P. F.

(1) Voir *la Vérité* n° 256.

(2) Voir *Quatrième Internationale*, mars-avril 1950.

(3) Il y a des bourgeois et des petits bourgeois qui croient sincèrement à une politique « neutraliste ». La « neutralité » du pot de terre entre deux pots de fer. Quelle utopie!

Numérisation CERMTRI

L'agitation anti-léopoldiste en Belgique

Les élections parlementaires ont procuré une majorité absolue au Parti Social Chrétien en Belgique; elles avaient en même temps constitué une victoire considérable pour le Parti Socialiste, autour duquel se groupaient la presque totalité des travailleurs conscients, ainsi que tous les éléments anti-léopoldistes des classes moyennes. Le P.S.C. constitua alors un gouvernement clérical homogène et commença les opérations parlementaires nécessaires pour ramener en Belgique Léopold III, candidat au « pouvoir fort » de la bourgeoisie.

Mais il s'avéra immédiatement que la réaction se heurtait à deux obstacles dont elle avait fortement sous-estimé l'importance: l'obstruction parlementaire du parti socialiste d'une part, la mobilisation extra-parlementaire des masses contre Léopold III d'autre part.

Dès la première réunion des deux Chambres — Assemblée qualifiée pour rappeler Léopold III — les parlementaires socialistes réussirent à semer le désarroi parmi leurs adversaires en soulevant, outre de multiples questions de procédure, le problème d'un sénateur P.S.C., Leemans, qui durant la guerre avait collaboré avec les nazis. Résultat: une séance perdue, et de cette façon, le plan pour faire revenir Léopold III dès le 8 juillet déjoué. Les séances parlementaires de cette semaine s'annoncent d'ores et déjà comme également orageuses, et les dirigeants socialistes ont ouvertement affirmé leur dessein d'utiliser tout moyen, y compris l'appel au public, afin de prolonger au maximum leur obstruction.

En même temps, l'agitation extra-parlementaire s'est brusquement accentuée. Après de courtes grèves d'avertissement déclenchées dans la plupart des bassins industriels, la semaine passée, le 8 juillet une manifestation monstre parcourut les rues de Bruxelles, et près de 100.000 personnes furent harangées par Spaak. Les chefs réformistes s'efforçant de donner à cette manifestation un caractère aussi « large » que possible, y avaient invité les dirigeants libéraux bourgeois, ainsi que les chefs des groupements de résistance. Les chefs staliniens, sans être invités, s'étaient également joints au cortège. Les réformistes réformistes qui avaient choisi comme thèse de la manifestation l'hommage à rendre au Régent, le Prince Charles « toujours fidèle aux Alliés (!) » et gardien (!) de la démocratie, la clôturèrent par les hymnes nationaux belge, français et anglais. Tout cela pour édulcorer la portée militante de cette mobilisation des masses. Mais la volonté combattive de celles-ci perça dans les cris toujours répétés d'« abdication » avec lesquels les orateurs furent applaudis et... interrompus durant de longues minutes. En fait, ce qui devait être une manifestation d'hommage au Régent « dans l'ordre et la dignité » devint ainsi une bruyante et convaincante démonstration de force anti-léopoldiste.

Ce n'est là qu'un début de ce que les travailleurs belges réaliseront contre le roi. Pour le 12 juillet, une grève générale de 24 heures est prévue en Wallonnie. Le jour où Léopold III reviendrait, une journée de Deuil National avec grève générale et fermeture des magasins sera probablement organisée. La majorité anti-léopoldiste de tous les centres industriels est prête à accueillir partout sur son passage le roi à coups de sifflet. L'agitation combinée aux revendications économiques des travailleurs, atteindra son point culminant après les vacances, et fera regretter à la bourgeoisie d'avoir recherché « l'épreuve de force » léopoldiste avec le prolétariat à un moment où toutes les forces de celui-ci restaient intactes.

H. VALLIN.

La division ouvrière replonge les socialistes dans la collaboration ministérielle

(Suite de la page 1)

ment des ouvriers si on ne veut pas les mener dans des aventures. Mais les travailleurs — à la différence de 1934 — n'ont plus la même confiance dans les vieilles directions. Celle du P.S. est complètement discréditée; celle du P.C. voit la méfiance se développer dans les rangs de son propre parti.

Les travailleurs savent que, pour vaincre, ils doivent lutter unis. Or, ils voient que la direction du P.S., à la première occasion, se rue vers les portefeuilles; elle n'a fait une « cure d'opposition » que pour ne plus perdre de terrain. Quant à la direction du P.C., loin de viser à réaliser un accord avec le P.S. pour la défense des intérêts ouvriers (en 1934, la poussée ouvrière obligea ces deux directions à se rapprocher et à s'entendre), elle fourre socialistes et gaullistes dans le même sac; et la seule « union » qu'elle recherche, c'est avec des bourgeois prêts à servir le Kremlin et que s'efforce de racoller le « tentateur » Pierre Cot.

En l'absence de front unique des travailleurs, la résistance grandissante de ceux-ci permet aux socialistes de se replonger dans la collaboration ministérielle. Un front unique des travailleurs, le combat coude à coude de toutes les formations ouvrières non seulement assureraient la victoire des plus élémentaires revendications — en premier lieu le minimum vital — mais écarteraient les ministères de collaboration de classe et conduiraient à un gouvernement ouvrier paysan dirigeant la société au profit des travailleurs de toute catégorie.

La réalisation d'un front unique n'est pas dans les intentions des vieilles directions. Elles ne bougeront l'une et l'autre que si les travailleurs leur forcent la main. Les travailleurs agiront dans ce sens si l'avant-garde révolutionnaire indépendante des vieilles directions leur montre la voie. Sur le plan parlementaire, cette avant-garde est inexistante à présent. Mais à l'entreprise et dans les organisations, elle est plus puissante qu'elle ne le croit elle-même. Dans cette avant-garde se trouvent non seulement le P.C.I. et les militants de formations politiques rejetant les tutelles bureaucratiques, mais aussi des milliers de travailleurs qui cherchent une issue. Des regroupement se préparent, s'opèrent, tel celui qui, sur le plan syndical, a abouti au Comité pour la démocratie et l'unité syndicale (voir page 4). Mais, même en ce qui concerne l'avant-garde, il ne faut pas croire que c'est « d'en haut » que doit venir la solution. L'heure de l'organisation et de l'action de l'avant-garde révolutionnaire approche. Les militants qui, il y a quelques années, n'étaient qu'une poignée luttant à contre-courant dans la classe ouvrière, sont aujourd'hui des milliers, pour la plupart encore inorganisés entre eux, et ils sont dans le courant de la classe ouvrière. Il leur faut se débarrasser du poids de l'isolement ou des défaites des années passées et faire preuve d'audace. La monotonie des crises ministérielles et la misérable routine des vieilles directions ne doivent pas leur cacher qu'une nouvelle ère du mouvement ouvrier a commencé, dans laquelle il s'émancipera des directions bureaucratiques.

SUR LES VOIES NOUVELLES DU SOCIALISME
par Milovan DJILAS
(Texte intégral du discours prononcé le 19 mars à l'Université de Belgrade)
La brochure: 40 francs

Les Vietnamiens solidaires des Coréens

L'Union des Vietnamiens de France (Chi-Hôi Liên-Viêt lai Phap) a adopté le 1er juillet une résolution dans laquelle nous lisons:

L'Union des Vietnamiens de France, profondément attachée à la cause de la paix et de la démocratie, assure de sa sympathie fraternelle l'héroïque Corée, victime comme le Viêt-Nam d'une agression impérialiste, déclare que le peuple vietnamien est solidaire du peuple coréen et de tous les peuples d'Asie dans la lutte qu'ils soutiennent en commun contre les impérialismes coalisés sous la direction de l'impérialisme yankee, et proclame sa foi absolue dans la victoire du camp des peuples.

Unification des Trotskystes à Ceylan

Les deux organisations trotskystes de Ceylan se sont unifiées le 4 juin dernier. De ce fait, l'organisation unifiée est la plus forte organisation politique ouvrière de l'île.

« L'HISTOIRE DE LA REVOLUTION RUSSE »
l'œuvre monumentale de Léon Trotsky vient d'être rééditée.
— Commandez les 2 volumes en envoyant 1.500 fr. au C.C.P. Corvin, 6964-96 Paris.
— Vous aiderez aussi notre SERVICE DE LIBRAIRIE ET D'EDITIONS.

Envoie ta souscription pour "LA VÉRITÉ"
C.C.P. Mlle Picard, 5660-38 Paris.

Vers un nouveau parti ouvrier en Allemagne

Quatre dirigeants importants du P.C. allemand, exclus de ce parti pour déviations « titistes », Joseph Schappe, ancien rédacteur en chef du quotidien communiste *Freies Volk*; Georges Fischer, ancien membre du Secrétariat du P.C. en Bavière; Hans Dormann et Karl Becker, se sont adressés à tous les communistes allemands pour qu'ils sauvent le mouvement socialiste en Allemagne en organisant la résistance contre la politique banqueroutière de la direction stalinienne.

Cet appel part de la défaite écrasante subie par le P.C. au cours des dernières élections à la Diète de Rhénanie-Westphalie, où les voix remportées dans la Ruhr diminuèrent de 50 %. Il analyse les causes de cette défaite, et arrive à la conclusion qu'elle est due à la politique de la direction du P.C. qui s'inspire exclusivement de la politique extérieure de l'U.R.S.S. et non pas des intérêts du prolétariat allemand. L'appel condamne surtout la politique du « *Front National* » et l'approbation donnée par les dirigeants staliniens à la séparation de l'Allemagne des provinces au delà de la ligne Oder-Neisse. Il rappelle à ce sujet le point de vue de Lénine contre les réparations et les annexions.

« L'évolution réactionnaire en Allemagne occidentale, conclut l'appel, est la conséquence de la passivité de la classe ouvrière. La classe ouvrière est paralysée par la politique fausse de la direction du P.C... Des milliers de communistes se sont aigris et restent inactifs. Mais partout se sont constitués des groupes qui sont prêts à rester fidèles à la cause du socialisme. A Hambourg, à Kiel, à Bremerhaven, à Hanovre, dans toute la Ruhr, en Hesse, à Munich, à Augsbourg, à Nuremberg et dans la zone française il y a aujourd'hui des communistes qui propagent à l'intérieur et à l'extérieur du parti, malgré toute l'hostilité qu'ils rencontrent, la voie vers le socialisme. Tous ces groupes préciseront bientôt leur position dans une conférence en Allemagne occidentale et la porteront à la connaissance de tous les travailleurs. Nous appelons tous les membres du P.C. à élire des délégués pour cette conférence, à entrer en contact avec ces groupes et à sauver ainsi le mouvement socialiste en Allemagne! »

Une mauvaise réponse au plan Schuman

En réponse au plan Schuman, s'est tenue une Conférence des syndicats français et allemands. L'initiative serait en soi excellente si les syndicats allemands n'étaient ceux de la zone orientale, c'est-à-dire des organismes qui n'ont de syndical que le nom et qui sont des instruments au service du NKVD pour mieux exploiter les prolétaires allemands de la zone orientale. Les travailleurs allemands de la zone occidentale, tout en subissant l'occupation des impérialismes, ont exprimé très nettement leur hostilité à la politique stalinienne au cours des récentes élections, dans lesquelles les candidats du PCA ont subi un échec cuisant.

De plus, la Conférence des syndicats français et allemands n'a abouti qu'à formuler une fois de plus la politique stalinienne, à savoir la signature de l'appel de Stockholm essentiellement.

Il est été vain d'espérer que les staliniens français et allemands au service du Kremlin aient apporté une réponse favorable aux intérêts des travailleurs français et allemands et plus généralement aux travailleurs européens. L'Europe ne peut espérer échapper à la décomposition que par son unification, et celle-ci n'est possible que sous le drapeau du socialisme. Des syndicats ouvriers français et allemands soucieux des intérêts des travailleurs auraient opposé au plan Schuman une unification et une planification de l'économie européenne sous contrôle ouvrier, et garanties par des gouvernements ouvriers et paysans, exproprïant les capitalistes et assurant la paix par l'organisation des Etats-Unis socialistes d'Europe, étape sur la voie des Etats-Unis socialistes du monde entier.

Le discours de Tito à propos de la gestion ouvrière

(Suite de la première page)

lisé le mot d'ordre du mouvement ouvrier « L'usine aux travailleurs », car ce mot d'ordre contient tout un programme de rapports socialistes dans la production. Les conditions d'adoption de la nouvelle loi, qui n'est que la suite d'une série de mesures prises par le pouvoir populaire en Yougoslavie sur son chemin inébranlable vers le socialisme, sont en partie mûres, car les collectifs montrent journellement leur haute conscience dans les efforts qu'ils accomplissent en réalisant les tâches du plan.

Il a souligné ensuite que l'adoption de cette loi, non seulement n'était pas prématurée, mais survient avec un certain retard. La raison doit être cherchée dans le fait qu'avant la publication de la fameuse résolution du Bureau d'information, le Parti communiste de Yougoslavie nourrissait trop d'illusions et transplantait sans aucun sens critique en Yougoslavie tout ce qu'on faisait en Union Soviétique, même si cela n'était pas en accord avec les conditions spécifiques et même si cela n'était pas dans l'esprit de la science du marxisme-léninisme.

Répondant à la question de savoir si la voie suivie par la Yougoslavie vers le socialisme nécessitait une explication théorique, et si cette voie impliquait, ne serait-ce que dans certaines questions, la révision de la science marxiste dans la phase actuelle, il a déclaré:

« Notre chemin vers le socialisme consiste en ce que nous appliquons la science marxiste en pratique dans une étape donnée et en stricte conformité avec les conditions spécifiques existant dans notre pays. Pour nous, cette science n'est pas un dogme, mais un moyen d'orientation dans chaque situation concrète, si complexe soit-elle.

« En quoi notre théorie se différencie-t-elle de celle de l'Union Soviétique? Pour répondre au moins en partie à cette question, il est nécessaire de regarder leur pratique de la science du marxisme-léninisme et la nôtre en ce qui concerne: a) le rôle de l'Etat dans la période transitoire et son dépérissement; b) le rôle du Parti, c'est-à-dire ses rapports avec l'Etat; c) la phase inférieure du communisme ou, comme on le dit aujourd'hui, du socialisme; d) la propriété d'Etat ou la propriété socialiste. »

Tito a déclaré que le début du dépérissement de l'Etat en Yougoslavie est confirmé notamment par deux exemples: la décentralisation de l'administration de l'Etat (surtout dans l'économie) et la remise des usines et des entreprises économiques en général à la gestion des collectifs ouvriers. La décentralisation de l'économie et aussi de la vie politique, culturelle et autre, contient, dès à présent, non seulement un caractère profondément démocratique, mais aussi des germes de la disparition du centralisme aussi bien que de l'Etat en général en tant qu'instrument de coercition.

Cependant, en Union Soviétique, les moyens de production se trouvent encore aujourd'hui, 31 ans après la Révolution d'Octobre, dans les mains de l'Etat, et le mot d'ordre « L'usine aux travailleurs » n'y est pas réalisé. Les ouvriers ne participent toujours pas à la direction des usines, qui est assurée par des directeurs désignés par l'Etat, c'est-à-dire par des fonctionnaires. Le fait de ne pas donner la gestion des moyens de production aux ouvriers provient sans doute de la conception des dirigeants de l'Union Soviétique selon laquelle la propriété d'Etat est la forme suprême de la propriété sociale.

Analysant ensuite la question de la disparition de l'Etat en Union Soviétique, Tito a dit que dans ce pays rien n'indique un transfert des fonctions économiques ou politiques de l'Etat aux organismes inférieurs, rien n'indique une décentralisation. Au contraire, l'Union Soviétique marche vers un centralisme de plus en plus cruel, emprunte aux Etats bourgeois centralistes et bureaucratiques les plus caractéristiques.

Tito a cité comme expressions les plus marquantes de cette centralisation la concentration de toutes les fonctions économiques et politiques, culturelles et autres dans un seul centre, l'énorme appareil bureaucratique et le renforcement au lieu de la diminution de l'appareil militaire intérieur de l'Etat, comme par exemple la Milice et les forces armées du ministère de l'Intérieur, N.K.V.D., etc.

La seule fonction de l'Etat, qui, selon Tito, ne peut pas encore disparaître, est la fonction de l'armée, le degré de son affaiblissement ou de son renforcement dépendant des circonstances extérieures.

« Mais cette fonction ne peut être prise en considération que pour la défense d'un pays socialiste, a souligné Tito, *et dans aucun cas en vue d'une agression contre qui que ce soit, car, dans ce cas, elle perd son caractère socialiste et revêt un caractère impérialiste si elle tend à la conquête de territoires étrangers et à l'oppression des autres peuples. »*

Tito a fait remarquer que Marx, Engels et Lénine disaient que l'Etat commence à disparaître dès le moment où le prolétariat arrive au pouvoir. Staline a des vues différentes sur le dépérissement de l'Etat.

Rappelant qu'au 18e Congrès du P.C. (b) de l'U.R.S.S., en 1939, Staline, parlant de la formule d'Engels sur le dépérissement de l'Etat, a dit qu'elle n'était juste qu'à deux conditions: si l'Etat socialiste est considéré du point de vue du développement intérieur du pays, ou bien si l'on suppose que le socialisme est déjà victorieux dans tous les pays ou tout au moins dans la plupart des pays et qu'il existe, à la place de l'encerclement capitaliste, un encerclement socialiste, Tito a déclaré:

« Mais après la deuxième guerre mondiale, après la naissance de toute une série de pays socialistes, se groupant justement autour de l'Union Soviétique, on ne peut, en aucun cas, parler d'un encerclement capitaliste de l'Union Soviétique. Dire que les fonctions de l'Etat en tant que force armée, non seulement en ce qui concerne l'armée, mais aussi en ce qui concerne les soi-disant organes de punition, sont dirigées exclusivement vers l'extérieur, c'est dire quelque chose qui n'a vraiment rien de commun avec la réalité et surtout avec la réalité actuelle en Union Soviétique. Car, que fait l'immense appareil bureaucratique centraliste? Ses fonctions sont-elles dirigées vers l'extérieur? Que font le N.K.V.D. et la milice? Leurs fonctions sont-elles dirigées vers l'extérieur? A l'aide de quoi effectue-t-on les déportations de millions de citoyens de différentes nationalités en Sibérie et dans l'extrême Nord? Qu'on ne dise pas que cela se fait contre l'ennemi de classe, car des peuples tout entiers peuvent-ils appartenir à la classe vouée à l'extermination? Qui entrave et empêche la lutte d'opinions en Union Soviétique, sinon un appareil d'Etat centralisé et bureaucratisé à l'extrême, qui n'est en rien semblable à un appareil d'Etat en voie de dépérissement? Certes, dans la mesure où l'on applique ses paroles à la situation actuelle, Staline a raison de dire que les fonctions de la machine d'Etat soviétique sont également dirigées vers l'extérieur, mais il faut ajouter qu'elles sont alors dirigées là où il ne faut pas, aussi bien que là où il faut, puisqu'elles sont aussi dirigées vers l'immixtion dans les affaires intérieures des autres pays, contre la volonté des peuples de ces pays. En conséquence, ce ne sont pas là les fonctions d'un Etat socialiste en voie de disparition. Cela ressemble plutôt à une machine d'Etat impérialiste qui lutte pour les sphères d'influence et pour la conquête d'autres peuples. »

Passant ensuite à la troisième question théorique touchant à la différence entre la Yougoslavie et l'Union Soviétique, à savoir le rôle du Parti et ses rapports avec l'Etat, Tito a déclaré que dans ses œuvres, Staline avait réduit le rôle de Parti à la direction de l'appareil d'Etat.

« Il n'est donc pas étonnant, a déclaré Tito, *qu'en Union Soviétique, le Parti se bureaucratise de plus en plus et se fonde avec l'appareil bureaucratique d'Etat, se confonde avec lui et devienne ainsi une partie de cet appareil bureaucratique, perdant tout lien avec le peuple et avec tout ce qui devrait le concerner. »*

Tito a ajouté que, d'après l'enseignement de Lénine, le rôle du Parti dans la première phase, c'est-à-dire dans la phase transitoire, est de diriger et d'éduquer.

Rappelant que Molotov avait proclamé déjà en 1948 l'entrée de l'Union Soviétique dans une phase supérieure: le communisme, Tito a déclaré que les dirigeants soviétiques posent d'une façon erronée la question du passage au communisme, étant donné que la science marxiste ne dit pas que cette transition s'effectuera par bonds. Cette science parle d'une évolution graduelle dans une phase supérieure, le communisme, et l'Union Soviétique en est encore très loin.

Passant à la dernière question, celle de la propriété d'Etat ou de la propriété socialiste, Tito a déclaré que la propriété d'Etat était la forme la plus élémentaire de la propriété sociale et non pas la forme la plus haute comme le considèrent les dirigeants soviétiques. Il ne suffit pas de nommer les meilleurs ouvriers aux postes de directeurs d'entreprises pour réaliser le mot d'ordre « L'usine aux travailleurs », car de cette façon on ne pourrait pas encore réaliser la disparition de la fonction d'Etat dans l'économie.

A ce propos, Tito a souligné l'importance exceptionnelle pour le développement du socialisme en Yougoslavie du projet de loi sur la gestion des entreprises économiques d'Etat et des associations économiques supérieures par les collectifs ouvriers. Cette loi n'élimine pas encore complètement les fonctions d'Etat dans l'administration de l'économie, mais ces fonctions n'ont plus leur caractère intégral et exclusif. Elles faiblissent du fait que les travailleurs assument la gestion. Le temps qu'il faut pour assurer intégralement aux travailleurs l'exercice de leur droit à diriger la production en tant que producteurs dépend du rythme de leur développement culturel, c'est-à-dire de leur culture générale.

Tito a souligné que la remise de la gestion des usines, des mines et des autres entreprises aux collectifs ouvriers empêchera le bureaucratisme, cette maladie infectieuse, de prendre racine dans l'économie. Rappelant que le bureaucratisme est un des plus grands ennemis du socialisme, qu'il commençait à s'implanter en Yougoslavie, mais que toute une série de mesures ont été prises contre ce phénomène, Tito a déclaré:

« Il n'est possible de lutter contre le bureaucratisme jusqu'au bout, et de le vaincre définitivement, que dans le cas où la population tout entière participera à la gestion. »

Tito a dit, en terminant, qu'au sujet de la nouvelle loi qui prévoit la gestion des entreprises par les travailleurs, il était nécessaire de transformer également les fonctions des syndicats. Celles-ci doivent être dirigées surtout vers l'éducation, vers la formation culturelle générale des travailleurs.

Ecoutez les émissions en langue française de RADIO-BELGRADE
Tous les jours à 18 heures sur la longueur d'onde de 49 m. 18

La lutte pour la démocratie ouvrière

Le Président du Gouvernement de la République populaire de Slovénie, Miha Marinko, parlant devant l'Assemblée populaire de cette République, expliqua les erreurs passées et les raisons de la bureaucratisation de l'U.R.S.S.:

Marinko a déclaré qu'une des raisons de l'apparition des éléments du centralisme bureaucratique en Yougoslavie était l'imitation, durant les premières années d'après-guerre, du système soviétique d'administration de l'économie planifiée. « Par suite du conflit avec les dirigeants soviétiques, lorsque nous nous sommes rendus compte de leur révisionnisme et que nous nous sommes libérés de leurs formules, a souligné Marinko, *nous nous sommes engagés énergiquement dans la lutte contre le bureaucratisme et nous avons trouvé les formes d'un système correspondant le mieux à notre réalité. »*

La principale raison de l'existence, en Union Soviétique, du centralisme bureaucratique absolu, doit être cherchée, d'après Marinko, dans le faible développement antérieur des forces productrices. Lorsque le grand élan du développement économique a fait naître des conditions pour la limitation et l'élimination de la caste bureaucratique, il n'y avait pas de facteur conscient, il n'y avait pas de Parti communiste qui pût mener cette lutte. La caste bureaucratique a marqué de son sceau idéologique le Parti communiste de l'Union Soviétique. S'efforçant de garder ses positions, cette caste fait naître dans son sein le manque de confiance dans les forces révolutionnaires du peuple et dans l'initiative des masses. Marinko a ajouté que, pour cette raison, il règne en Union Soviétique une méfiance envers les hommes en général.

♣

Dans l'Observer du 25 juin, A.V. Sherman, qui est allé en Yougoslavie cette année et l'année précédente à titre d'interprète pour une délégation d'étudiants anglais, relate des déclarations faites par Mosha Pijade à cette délégation, selon lesquelles il admit qu'en ce moment l'homme de la rue en Yougoslavie ne pouvait guère déjà discuter publiquement d'idées non orthodoxes avec confiance, mais que cette situation se développerait graduellement. En commençant dans les Universités, le gouvernement, dit-il, avait fait les premiers pas pour faire comprendre aux citoyens « qu'ils avaient le droit de penser et pas seulement de se conformer à la ligne du parti ».

Numérisation CERMTRI

Deux appels pour le redressement du mouvement syndical

Pour la démocratie et l'unité syndicale

Un groupe de militants syndicaux, parmi lesquels nous relevons:

Y. Dellac, cheminot C.G.T.; R. Dumont, employé C.G.T.; Michel Morin, journaliste C.G.T.; M. Valière, instituteur F. E. N. autonome; Cheramy, professeur F. E. N. autonome; R. Paul, Fédération du livre F.O.; P. Boussel-Lambert, employé C.G.T.; G. de Sede, journaliste C.G.T.; Onimus, Services publics C.G.T.; Filiatre, Services publics C.G.T.; Dalmas, journaliste C.G.T.; Duvignaud, prof. F.E.N.-C. G. T.; R. de Paepe, instituteur F.E.N. autonome; R. Renard, métallurgiste C.G.T.; D. Righetti, métallurgiste, exclu de la C. G. T.; R. Florence, métallurgiste, exclu de la C.G.T.; Beisselier, ingénieur R.A.T.P.-C.G.T.; Texier, Fédération du livre C.G.T.; Roux, fonctionnaire C.G.T,

vient de publier un manifeste et un journal *l'Unité*, qui ont pour objectifs la lutte pour la démocratie et l'unité syndicales.

Dans leur appel, ces militants montrent le mouvement ouvrier divisé suivant les rivalités de la « guerre froide » au détriment des intérêts de la classe ouvrière. Ils appellent les militants qui veulent remédier à cette situation qui prépare les pires catastrophes à unir leurs efforts dans des Comités de base pour LA DEMOCRATIE ET L'UNITE SYNDICALES. Nous invitons tous nos amis militants dans les organisations syndicales à soutenir cette action.

Pour prendre contact avec ces militants, s'adresser à: *L'Unité*, 98, rue Réaumur, Paris (2e).

Le Comité de liaison des métallos pour l'unité syndicale

La Conférence des métallurgistes du 14 mai, dont nous avions publié la convocation, a décidé la création d'un « *Comité de liaison des métallos pour l'Unité syndicale* » qui vient de publier un appel dont nous reproduisons ci-dessous quelques passages. Les métallos révolutionnaires répondront à cet appel.

« *Car la réalité qui ressort de l'échec des récents mouvements de grève pour les 3.000 francs et l'avortement de la grève générale, c'est que chacun des dirigeants ne voit dans les accords de sommet possibles qu'un intérêt momentané qui peut servir la politique générale du bloc auquel il soumet tous ses actes; l'union efficace et durable des travailleurs n'a pas place dans ces opérations.*

Les espoirs fondés sur la réalisation d'une telle unité d'action, sans une pression et un contrôle permanent des masses, seraient illusoires, on a pu constater d'ailleurs sa fragilité.

LES OUVRIERS DOIVENT S'UNIR

C'est pour ces raisons que, malgré les barrières d'organisation que s'efforcent de placer entre tous les dirigeants, nous avons constitué un « Comité de liaison des métallurgistes pour l'Unité Syndicale », qui pour la première fois rassemble sur le même pied des militants de la C.N.T., de la C.G.T., de Force Ouvrière, de la C.F.T.C., autonomes et non syndiqués, animés de la même intention de travailler après une discussion démocratique à la réalisation pratique de l'unité d'action partout où ils se trouvent.

Il ne s'agit absolument pas de constituer les bases d'un nouveau syndicat *qui ne serait qu'une aggravation de la division ouvrière. Le plus souhaitable serait évidemment de voir se réaliser l'unité syndicale avec toutes garanties de démocratie. Mais, aujourd'hui, ce qu'il faut immédiatement, c'est rendre aux travailleurs la force considérable que représente leur nombre face à la minorité de ceux qui les exploitent.*

C'est cette force seule *qui peut résoudre les problèmes des conditions d'existence de tous les jours, ainsi que détruire les causes profondes de menaces de guerre.*

. . . . . .

Pour redresser le courant, pour donner des perspectives de victoires solides aux luttes ouvrières, que vous soyez adhérent à la C. G. T., à F.O., à la C.N.T., autonome ou non syndiqué, participez au « Comité de liaison des Métallos pour l'Unité Syndicale », constituez des Comités dans vos entreprises et vos localités. »

Adresser la correspondance:
BARATIER, 7, rue Gonnet, Paris (11e).

Les exclusions bureaucratiques de la C. G. T.

L'OFFENSIVE de la direction stalinienne de la C.G.T. se développe contre les militants qui, en désaccord avec son orientation, entendent exprimer leur position. Après l'exclusion de Florence à Neuves-Maisons, de Righetti de chez Chausson, de Marchand de chez Unic, de Nizon à Saint-Etienne, la direction stalinienne des métaux vient d'imposer l'exclusion d'Octave Vieillard chez Chausson.

Bientôt il faudrait, si les Frachon, Monmousseau et autres Lunet réussissaient à imposer leurs méthodes, être adhérent au P. C. F. pour avoir le droit de militer à la C.G.T.

Il est bien évident que la classe ouvrière se trouve en face de la plus gigantesque manœuvre pour miner son Unité, au nom de l'Unité, pour étouffer la démocratie ouvrière, au nom de la Démocratie.

Tous ceux qui s'expriment contre la direction stalinienne n'ont pas leur place à la C.G.T., voilà le mot d'ordre qu'on essaye d'imposer par en haut. Le résultat le plus clair en est non seulement la désertion des Assemblées générales; 80 militants chez Chausson ont participé à l'Assemblée qui devait exclure Octave Vieillard par 58 contre 22. Même pas tous les inscrits du P.C.F. participent aux Assemblées générales. L'on sait à présent qu'à l'A.O.C. chez Renault où plus de 700 militants étaient inscrits au P.C.F. en 1945, les Assemblées du P.C.F. aujourd'hui ne regroupent, et avec un battage extraordinaire, pas plus d'une cinquantaine. Il y a, dans ces chiffres, l'indication la plus sûre que les cadres ouvriers du P. C. P., militant dans les organisations syndicales, désapprouvent la transformation de la C.G.T. en filiale du P.C.F. Non pas qu'ils soient pour la « dépolitisation » en général, mais avant tout parce qu'ils savent par expérience que la « politique » actuelle de la direction du Parti et de la C.G.T. leur procure de graves mécomptes, dans l'action revendicative.

Faire échec aux exclusions bureaucratiques pour délit d'opinion représente donc une des garanties essentielles d'un combat efficace pour la reconstruction d'une C.G.T. unique et démocratique rassemblant les salariés de toutes tendances. C'est également une des formes capitales pour la réalisation du Front unique indispensable au déclenchement de mouvements contre le patronat et le gouvernement. Accepter les ukases bureaucratiques, c'est implicitement déclarer que les travailleurs ayant une idéologie autre que celle du P.C.F. doivent être exclus de l'organisation syndicale. C'est en définitive isoler la C.G.T. de tous les autres courants de la classe ouvrière.

Mais l'examen détaillé de la situation dans ce domaine démontre amplement que l'appareil peut reculer en face d'une offensive auprès de tous les salariés. L'opinion publique ouvrière réprouve les méthodes des sommets irresponsables de la C.G.T. L'informer, la mobiliser, c'est non seulement la seule possibilité d'empêcher les exclusions, mais de poser le problème dans toutes ses données, à savoir:

Les scissionnistes, les diviseurs excluent. La lutte contre l'exclusion, c'est le combat pour l'unité, pour la démocratie dans l'action et pour l'action. Le P.C.F. espère par l'emploi de la calomnie, des violences et de la terreur de l'appareil, empêcher la cristallisation de la volonté ouvrière de rechercher les voies pour une nouvelle direction unitaire et démocratique.

Le faire reculer, c'est en mobilisant assez largement les ouvriers pour l'empêcher d'arriver à exclure les militants ouvriers. Il est évident que ce combat sera âpre et rude, la direction stalinienne reculera dans un secteur, pour mieux frapper dans un autre. Mais si l'avant-garde informe largement, si elle exprime clairement les formes et les moyens nécessaires pour unifier le front de lutte des travailleurs contre la bourgeoisie. Ainsi l'avant-garde démontrera que, pour des intérêts étrangers à la classe ouvrière, le P. C. F. veut exclure des militants syndicaux irréprochables, jouissant de l'estime et du soutien de leurs camarades de travail. Les bases pour la formation de Comités pour l'unité d'action seront ainsi forgées.

Chez Chausson (Asnières)

O. VIEILLARD exclu de la C. G. T.

Encore une exclusion de la C. G. T. pour délit d'opinion. Vieillard, qui a été dans toutes les luttes depuis plusieurs années chez Chausson (Asnières) qui y a animé le combat des jeunes, a sur ordre de la direction du P. C. F. été exclu de la C. G. T. C'est dans une réunion du P. C. F. que la question de l'exclusion a été soulevée la première fois. Contre le patronat et ses cadences infernales qui ont tué trois travailleurs, c'est à peine si les travailleurs ont été alertés. Mais contre l'organisation d'une brigade pour la Yougoslavie, il y a eu trois ou quatre tracts, plusieurs articles dans la presse locale et un article dans « La Vie Ouvrière ». Vieillard a d'abord été exclu de la Commission Exécutive de la section syndicale. Dans une assemblée générale qui ne groupait que 80 présents (sur plusieurs milliers d'ouvriers), l'exclusion a été votée par une cinquantaine de voix contre 22, dont plusieurs membres de la Commission Exécutive.

L'exclusion de Vieillard renforcera le désir des jeunes travailleurs de chez Chausson de se rendre en Yougoslavie. Ceux qui se sont opposés à l'exclusion et qui traduisent le sentiment de la grande majorité des ouvriers de l'usine s'organiseront pour chasser du mouvement ouvrier des méthodes de division qui en fin de compte le patronat.

Dans le Languedoc

La crise du mouvement stalinien s'accentue

Depuis le début de l'année, le *Travailleur du Languedoc*, organe fédéral du P.C.F., consacre régulièrement un article aux provocateurs « trotskystes et titistes ». Par tracts, par lettres ouvertes, nos camarades ont répondu aux calomniateurs, leur proposant des réunions publiques d'explication.

Cette semaine, c'est le camarade Valière, dirigeant syndicaliste révolutionnaire de l'enseignement, qui est violemment pris à partie. *L'Humanité*, après le voyage de Valière en Yougoslavie, avait déjà donné le ton.

« Avec la bénédiction de Delbos, le titiste Valière tente de déshonorer les instituteurs de l'Hérault », titre le *Travailleur*. « Qu'est allé faire Valière en Yougoslavie? Il faudra qu'il s'explique », ajoute-t-il.

Valière s'est expliqué, en Assemblée générale de la Section de l'Hérault du S.N.T., la veille même de la parution dudit journal. Le jour précédent, tous les instituteurs du département avaient reçu le Bulletin de la F.E.N.-C.G.T., sorti pour la circonstance, entièrement consacré à salir des militants de notre section, entre autres notre camarade Peyrottes qui ose « appeler les jeunes à partir chez Tito ».

Le personnel enseignant, profondément indigné par l'emploi de telles méthodes, renouvela sa confiance en ses dirigeants syndicaux puisque seuls 21 instituteurs se prononcèrent contre le rapport moral présenté par les camarades majoritaires de l'*Ecole Emancipée*. Et l'on voit plusieurs camarades qui jusqu'à présent votaient avec les staliniens, mêler leur voix aux nôtres.

Ce n'est pas un hasard si les staliniens attaquent aussi violemment le camarade Valière et introduisent dans notre syndicat de telles méthodes. Si le *Travailleur* consacre, plusieurs semaines de suite, une page entière à Tito. Si Raynal, chef de file stalinien dans l'enseignement, est publiquement tancé pour avoir préféré un match de foot-ball à une réunion de section. Si Benoit Frachon assiste en personne au Congrès de l'U.D.-C.G.T. Si Jacques Duclos vient, 15 jours après, à Sète.

Incontestablement, le P.C.F. subit une crise profonde dans notre département. Plusieurs militants ont déjà été exclus comme... trotskystes. Et cette crise, les dirigeants staliniens la redoutent d'autant plus qu'ils s'émeuvent en même temps de l'existence de militants révolutionnaires « très actifs dans notre région » et de l'influence que gagne lentement notre Parti.

Militants du P.C.F., vous vous demandez pourquoi et comment votre Parti vous a amenés dans une telle impasse. Vous vous indignez comme nous des calomnies déversées sur Valière dont vous connaissez le militantisme irréprochable. Vous vous demandez aussi: que se passe-t-il en Yougoslavie? N'hésitez pas: suivez l'exemple des jeunes qui partent nombreux en brigades malgré toutes les pressions. Vous-mêmes, déléguez un camarade qui ira en Yougoslavie se rendre compte si les accusations du Kominform sont fondées. Avec vous tous, nous prendrons contact avec plaisir.

M. BURGUIÈRE.

Paraîtra prochainement, le numéro
MAI-JUILLET de
IVe Internationale

Au sommaire:

L'Unification de l'Europe:
E. GERMAIN. — La IIIe Révolution chinoise.
P. FRANK. — Le 12e Congrès du P.C.F.
Le 8e Plenum du Comité Exécutif de la IVe Internationale.
Etc...

M. GEORGES VILLIERS PROPOSE...

GEORGES *Villiers a été réélu Président du Patronat Français, après avoir proclamé sa volonté d'être le défenseur de la politique de surexploitation ouvrière de la bourgeoisie. M. Georges Villiers s'est affirmé contre un minimum de salaire « trop élevé », car, dit-il, « l'économie tout entière serait emportée » et, plus explicite, il dit cyniquement « qu'il faut avoir le courage de dire au pays que la masse des salaires ne peut être augmentée »! M. Georges Villiers a encore trouvé que les ouvriers, malgré le chômage, ne travaillaient pas encore assez longtemps et qu'il « faut » qu'ils travaillent non plus 44 heures, mais 48 heures par semaine!*

M. Georges Villiers s'est encore plaint de la fiscalité et s'est montré particulièrement courroucé par la taxe de 10 % qui frappe les bénéfices non distribués des Sociétés.

Les collègues de M. Villiers, ses délégués du patronat, à la Commission Supérieure des Conventions Collectives, ont appliqué cette politique en situant le minimum « vital » à 14.000 francs. Cyniques, comme Villiers, ils ont expliqué, en de véritables provocations, qu'ils veulent pour le manœuvre un seul costume: « celui qui lui est nécessaire à son mariage et à sa mise en bière », qu'il est bien suffisant, pour l'ouvrier, d'aller chercher l'eau « au puits », qu'il peut se coucher « à poil », etc., etc...

Le patronat et ses porte-parole ne veulent pas accorder aux travailleurs de quoi vivre, car ils ne peuvent faire fructifier leurs profits sans soumettre la classe ouvrière à la surexploitation.

Non contents de tirer, de cette surexploitation et de la misère ouvrière, d'énormes bénéfices avoués (Schneider, 190 millions; la Régie des Pétroles, 2.836 millions, etc...), le patronat voudrait esquiver toutes les charges fiscales qui entraîne le fonctionnement de son Etat. Cet Etat engagé dans la guerre au Viet-Nam, dans la répression en Algérie et en Afrique noire, pour lui assurer matières premières, débouchés et bénéfices. Cet Etat, son Etat, développant sans cesse, en fonction de sa peur des réactions ouvrières, l'énorme appareil de classe de ses polices, de sa magistrature, destiné à assurer la protection de l'exploitation capitaliste.

M. Villiers et ses pareils ont beaucoup de prétentions! M. Villiers et ses amis capitalistes croient-ils sans doute que leurs pleurnicheries et provocations, devant leurs coffres-forts pleins, trompent quelques bonnes âmes? M. Villiers pense-t-il qu'il peut, impunément, provoquer ainsi les travailleurs? M. Villiers croit, sans doute, que les disputes et les argutes bruyantes des bureaucrates, partisans divisés du bloc Truman, des bureaucrates, partisans du bloc Staline, ont suffisamment divisé et dégoûté les travailleurs pour qu'il puisse étaler son jeu et frapper sans risque? M. Georges Villiers, porte-parole du patronat, se trompe.

Si les astuces de la « Renaissance française », du « produire d'abord » et autres « productivité » ont pendant des années servi de béquilles au patronat, M. Villiers, vous n'êtes pas si solide sur vos jambes.

Les travailleurs voient clair! Ils voient que tout cela n'est que manœuvre contre leurs intérêts vitaux. Ils comprennent qu'il faut répondre à vos provocations, M. Villiers, par une offensive décisive. Ils voient que si le patronat s'est uni en un bloc, il reste vulnérable aux coups simultanés et unis de tous les travailleurs métropolitains et coloniaux. Les travailleurs n'hésitent que parce que les rivales grimaces de leurs dirigeants rendent l'unification de leur front difficile. Mais tous, ouvriers de toutes tendances, voient bien que ce front uni peut et doit se cimenter pour le déclenchement d'une lutte générale, unitaire, irrésistible sur une augmentation égale pour tous préparant la conquête d'un vrai minimum vital et des Conventions Collectives. Non, pas le minimum de « l'eau au puits », du travailleur « à poil », mais du vrai salaire minimum de base, oublié par les dirigeants, permettant de vivre dignement — avec 40 heures de travail par semaine — (aujourd'hui autour de 160 fr. de l'heure). Finies, alors, les comédies des discussions sur les calories et sur le budget ouvrier « raisonnable » pour le régime de M. Villiers!

Finies, alors, toutes ces manœuvres dont crèvent les travailleurs et les chômeurs. Unis dans la lutte qu'ils sauront organiser démocratiquement et imposer à leurs dirigeants, les travailleurs sauront vous répondre, M. Villiers, par la lutte générale pour leurs revendications et contre un régime incapable de leur proposer autre chose que la guerre et la misère.

R. DUMONT.

LE CONGRES DU SYNDICAT NATIONAL DES INSTITUTEURS

DU 18 au 21 juillet se tiendra à Paris le Congrès National du Syndicat National des Instituteurs. On sait que le S.N.I., depuis la scission de 1947, a réussi à conserver son unité en passant à l'autonomie. Au Congrès de 1948, cette autonomie était définie par la motion Boussel-Valière comme une autonomie *provisoire* se donnant pour tâche de travailler à la réunification du mouvement syndical. Depuis lors, malgré les divisions accentuées au sein du mouvement ouvrier, le S.N.I. a maintenu ses effectifs, administrant la preuve que, d'une part, la cohabitation des différentes tendances actuelles du mouvement syndical (cégétistes, F.O., autonomes, syndicalistes révolutionnaires) *était possible* et, d'autre part, qu'elle était la condition première pour maintenir et renforcer la puissance du syndicalisme.

Le Congrès aura d'abord à juger l'action de la direction du Syndicat National pendant les 12 mois écoulés. Les syndicalistes révolutionnaires (*Ecole Emancipée*) reprochent à cette direction réformiste de s'être laissé gagner par l'atmosphère générale de reflux du mouvement ouvrier et d'avoir peu à peu laissé glisser le Syndicat dans un étroit corporatisme menaçant pour son efficacité et pour son unité même. Revalorisation, unité d'action, lutte pour la paix et défense des libertés seront les têtes de chapitre de cet examen du passé.

Le Congrès a également à son ordre du jour, outre un certain nombre de questions proprement corporatives (organisation de la carrière de l'instituteur, colonies de vacances et œuvres post-scolaires), la question importante de l'affiliation internationale du Syndicat. Le passage à l'autonomie a entraîné le retrait de la F.I.S.E. (département professionnel de l'enseignement de la F.S.M.). Mais un Syndicat ayant les traditions et l'importance du S.N. ne peut rester complètement en dehors du mouvement syndical international. Les propositions réformistes restent purement professionnelles. L'adhésion au mouvement ouvrier international n'est envisagée par les tenants de la C.G.T. que par le retour à la F.S.M. Les rares partisans de F.O. proposent maintenant la constitution d'un Secrétariat International à la C. I. S. L. (Confédération des Syndicats Libres). Ces solutions sont toutes en contradiction avec l'orientation unitaire du S.N.I. Il reste les solutions proposées par l'*Ecole Emancipée*: envoi d'observateurs aux deux Internationales; appel à tous les syndicats d'instituteurs quelles que soient leur affiliation et leur tendance, pour la tenue d'une conférence devant étudier les possibilités de réunification du mouvement syndical enseignant à l'échelle internationale.

Enfin il est intéressant de souligner que, fidèle à ses traditions, le S.N.I. a invité fraternellement à son Congrès des délégations des syndicats d'instituteurs d'un certain nombre de pays. Parmi les délégations se trouve le syndicat des instituteurs de Yougoslavie que le S.N. a invité malgré l'opposition des représentants de la tendance cégétiste au Bureau National.

Par suite même de l'importance de ces différentes questions, la tenue du Congrès du S.N.I. ne peut manquer de retenir l'attention du mouvement ouvrier français. Nous n'aurons malheureusement pas la possibilité d'en faire un compte rendu avant le mois d'octobre.

Douai

Le plan d'aide au capitalisme

Dans le programme de reconstruction et d'aménagement de l'Electricité de France est prévu le remplacement de la Centrale de Sin, près de Douai, par une beaucoup plus importante.

Le déblayage du terrain et le nivellement ont été effectués par des ouvriers français, ainsi que tous les travaux de manœuvre.

Mais la construction proprement dite ne peut, dit-on, être effectuée que par des spécialistes. Et ceux-ci doivent venir d'Amérique. Aux frais de qui?

Bien entendu, le travail étant fini pour les Français, on débauche. Et les copains n'ont plus, par centaines, qu'à s'inscrire au chômage.

« LA VERITE » ne se trouve pas dans tous les kiosques.
Si tu veux être assuré de la lire régulièrement,
CAMARADE, ABONNE-TOI!

PRIX DE L'ABONNEMENT

1 an (24 num.): France	200 fr.
1 an: Colonies, par avion:	
Afrique du Nord	300 fr
A. O. F.	440 fr.
Indochine.	680 fr.
1 an: Etranger	350 fr

Staline prépare-t-il l'agression contre la Yougoslavie?

(Suite de la page 1)

Bien entendu, les dirigeants yougoslaves ont des raisons sérieuses de garder une certaine réserve diplomatique dans l'expression de la solidarité à l'égard de la Corée du Nord: ils craignent de se fermer le recours à l'O.N.U. en cas d'agression stalinienne contre leur pays. Ils subissent d'ailleurs en cette affaire une énorme pression de l'impérialisme américain qui exploite la situation pour tenter d'obtenir le maximum de concessions de la part des Yougoslaves.

Mais, à l'inverse, cette même réserve risque de leur aliéner la sympathie des prolétaires communistes qui commencent à douter du « génial » Staline et des prolétaires des pays du glacis, dont l'attitude pourrait être décisive, en cas d'agression (sous une forme ou sous une autre) de la part du Kremlin.

La solution de cette apparente contradiction est dans l'adoption par le P.C.Y. d'une ligne résolument internationaliste faisant appel aux prolétaires de tous les pays, d'une orientation claire vers une nouvelle Internationale révolutionnaire du prolétariat. Dans son discours sur la gestion ouvrière, Tito a montré que le Parti révolutionnaire et l'Etat ouvrier n'avaient pas les mêmes fonctions. Cette différence a sa place aussi dans les questions internationales. A cette condition, le jeu diplomatique prendra un sens sans équivoque et gagnera en efficacité.

Chez Renault

la calomnie ne paye plus

Depuis que des jeunes se sont mis en tête d'aller, cet été, se rendre compte, par eux-mêmes, de la situation en Yougoslavie, les cellules du P.C.F. de l'usine ont essayé d'appliquer la ligne imposée par les chefs suprêmes: on ne discute pas avec ces gamins, on les « neutralise ». Dans les journaux de département, chacun y va régulièrement de son petit pensum pénible à remplir. Cela débute par la déclaration classique: « Pas un jeune n'ira chez Tito » et se termine par la petite saleté habituelle: « Méfiez-vous de Untel, l'agent recruteur de Tito, le fasciste, l'espion, le vendu bien connu ». Malheureusement pour eux, s'il est possible d'écrire cela dans la presse à grand tirage, il est beaucoup plus difficile de faire avaler aux ouvriers que les camarades qu'ils connaissent depuis des années, dont ils ont pu juger le comportement au cours de toutes les luttes, sont devenus des « agents de l'impérialisme », uniquement parce qu'ils soutiennent l'effort des jeunes qui défendent la liberté d'enquête dans le mouvement ouvrier et se refusent à admettre de prime abord que la Yougoslavie, socialiste le lundi soir, s'était réveillée fasciste le mardi matin, le « Bureau d'information » ayant publié sa fameuse résolution dans l'intervalle.

D'autant que cette propagande n'a pas de chance: les « milliers de déportés » par Tito s'étaient résumés en un nom: Villy Zoupanic; les jeunes brigadistes de chez Renault lui ont écrit et il leur a répondu qu'il les attendrait sur le quai de la gare à leur arrivée et participerait avec eux à la reconstruction de la cité universitaire (probablement avec les fers aux pieds!); les jeunes de l'U.J.R.F. qui voulaient partir ont subi toutes les pressions possibles, depuis l'exclusion avec menace de « publier leur photo dans l'*Avant-Garde* », jusqu'aux tentatives de violences physiques; l'inévitable résultat a été que ces jeunes ont commencé à se demander sérieusement pourquoi on voulait tant leur cacher la Yougoslavie et que maintenant ils sont, plus que jamais, décidés à partir.

La calomnie ne paye pas: à chaque nouvelle calomnie, la réponse ne se fait pas attendre: de nouvelles inscriptions pour le départ.

Le mouvement ouvrier avait besoin d'une cure de vérité: cette cure de vérité est commencée; elle n'en est que plus efficace à travers vos calomnies imbéciles.

Le Gérant: JULIA
Imp. Spéc. de "LA VERITÉ"